

Antoine Gatet de France Nature Environnement : «Les syndicats agricoles créent un climat de peur inadmissible»

Anne-Laure Barret

Plusieurs locaux de la fédération associative ont été ciblés par les manifestations agricoles cette semaine. Le président de FNE explique pourquoi il porte plainte systématiquement contre ces violences et décrypte les rouages d'un «discours de haine» anti-écologistes.

Ce jeudi 28 novembre, des centaines d'agriculteurs s'en sont pris aux sièges franciliens [de l'Agence nationale de sécurité sanitaire \(Anses\)](#) et de [l'Institut national de la recherche agronomique \(Inrae\)](#). Dans le Monopoly de [la colère paysanne](#), et a fortiori durant cet acte II, les manifestants repassent souvent devant les lieux incarnant la défense de la nature : institutions scientifiques, antennes locales de l'Office français de la biodiversité (OFB, notamment en charge de la police de l'environnement) ou, comme ces derniers jours, bureaux d'associations affiliées à France Nature Environnement (FNE). Déterminé à répondre à ces campagnes de harcèlement de rue à travers des dépôts de plaintes, Antoine Gatet, le président de cette fédération, décrypte les ressorts d'un discours de haine visant à la construction d'un bouc émissaire vert.

Que s'est-il passé mardi et mercredi ?

Plusieurs locaux d'associations de notre mouvement ont été attaqués à l'occasion de manifestations agricoles déclarées dans les préfectures. Ces derniers jours, ce sont nos fédérations départementales et régionales qui sont ciblées. Mercredi à Gap, dans les Hautes-Alpes, les permanenciers et les bénévoles ont été assiégés par les manifestants, littéralement emmurés à l'intérieur du siège de l'association. A Coutances, mardi, des pneus et du fumier ont été déversés devant les locaux de Manche Nature. A Châteauroux, mercredi, les salariés et les militants de l'association Indre Nature ont dû fermer les volets pour se protéger. Et des agriculteurs sont même montés dans les nacelles de leurs tracteurs pour essayer d'ouvrir les volets. Il y a des menaces mais aussi de la violence, verbale et physique, intolérable dans un Etat de droit. Ça crée un climat de peur inadmissible pour des personnes mobilisées pour la défense de l'intérêt général environnemental.

Le plus inquiétant, c'est que ces attaques ont lieu en plein jour et que les forces de l'ordre, présentes pour encadrer la manifestation, ne bougent pas. A Coutances, l'agression s'est produite dans une rue piétonne du centre-ville. Comme on le voit [sur des images diffusées par Ouest-France](#), les policiers n'ont pas bougé quand des tracteurs se sont mis à déposer des pneus devant la porte.

Pourquoi médiatiser vos plaintes ?

Nous voulons alerter l'opinion et les responsables politiques sur la montée des violences et discours de haine. La semaine dernière, après la dégradation violente des locaux de FNE Tarn-et-Garonne à Montauban, le déversement de déchets devant les domiciles du président et

du trésorier de l'association Saint-Junien Environnement, en Haute-Vienne, la ministre de la Transition écologique et celle de l'Agriculture ont eu quelques mots. Mais pourquoi le ministre de l'Intérieur, qui dit vouloir garantir l'ordre, ne réagit-il pas ? Comment peut-il accepter qu'on porte atteinte à des associations environnementales sans rien dire ?

Moi qui milite depuis vingt-cinq ans, je n'avais jamais vu un tel niveau de violence. Lors des dernières manifestations agricoles, nos locaux avaient été épargnés. Là, il y a une attaque contre des défenseurs de l'intérêt général de la protection de l'environnement. Ces syndicats ciblent des associations comme les nôtres, reconnues d'utilité publique, dont les bénévoles, des naturalistes pour la plupart, passent leur temps sur le terrain, les pieds dans leurs bottes, avec le grand public, à partager leurs connaissances sur l'état des espèces, des rivières, des milieux aquatiques. Ces organisations ciblent aussi, comme ce jeudi matin à Paris et dans le Val-de-Marne, des établissements publics chargés de missions de connaissance, de recherche et de protection de la nature, de production de la science, comme l'Inrae ou l'Anses et bien sûr, depuis des mois, les antennes locales de l'OFB. On a l'impression que les malades se mettent à manifester contre le thermomètre.

En général, il y a une irresponsabilité pénale pour «les malades»... Pourquoi porter plainte contre des paysans en souffrance ?

C'est une question de principe. On respecte la liberté d'expression et de manifestation mais ces syndicats agricoles mécontents ne peuvent pas porter un message dans le débat public dont le sens est d'attaquer l'autre dans sa chair ou de dégrader ses biens. Alors à chaque fois qu'on est visé, on porte plainte. Quand la Coordination rurale a attaqué la projection d'un documentaire à Limoges, on a saisi le tribunal. La judiciarisation, c'est une manière de dire qu'il n'est pas normal de traiter ainsi des associations qui défendent l'intérêt général et la pluralité du débat public. Nos plaintes ont toujours été classées sans suite, sauf une fois. On a l'impression que les services d'enquêtes ne cherchent pas beaucoup de preuves des exactions. Certains responsables syndicaux de la Coordination rurale, de la FNSEA ou des Jeunes Agriculteurs responsables d'agressions s'en vantent pourtant parfois ouvertement sur les réseaux sociaux. A la campagne, les gendarmes connaissent parfaitement les auteurs de ces méfaits, ils sont souvent aussi des chasseurs, très proches des agriculteurs. Ceci explique malheureusement aussi peut-être cela.

Les bonnets jaunes de la Coordination rurale, dont certains adhérents sont proches de l'extrême droite, sont-ils à la manœuvre ?

Au début, oui, c'est la Coordination rurale qui s'en prenait à nous. A Toulouse, les locaux de FNE Occitanie Pyrénées ont été saccagés pour la quatrième fois par des membres de cette organisation ! Mercredi, fait nouveau en cette fin d'année, la FNSEA et les JA s'y sont mis aussi. Il y a bien sûr de la surenchère syndicale et l'approche des élections professionnelles qui mettent de l'huile sur le feu. Mais ce genre d'actions nourrit le faux débat «écologistes contre agriculteurs». On veut faire des normes environnementales la cause de la crise agricole en détournant l'attention de vrais problèmes. Si l'agriculture industrielle a atteint ses limites, si son modèle globalisant ne rémunère pas bien la majorité de ceux qui le font tourner, ce n'est pas notre faute. Leurs vrais ennemis, ce sont les grandes boîtes de l'agroalimentaire, les supermarchés qui tirent les prix vers le bas et tous les leaders syndicaux accrochés au mythe de l'absence d'alternative, de l'impossibilité d'inventer un autre modèle agricole.

Pour de nombreux agriculteurs, les normes, que vous défendez, sont les vraies ennemies.

Ce n'est tout simplement pas vrai. Si l'environnement était préservé, ça se saurait ! Or nos plages et nos ruisseaux, nos masses d'eau sont polluées, nos sols et nos haies détruits par l'agriculture industrielle ; à la campagne, des chants d'oiseaux et les insectes ont disparu. [Le plan Ecophyto](#) qui visait à réduire les pesticides a été démantelé après la première crise agricole. La nouvelle cartographie des cours d'eau a été réalisée main dans la main avec la FNSEA. Partout dans les pays, des zones humides sont menacées pour complaire aux syndicats agricoles. La question environnementale n'est pas le problème de l'agriculture. Si les normes environnementales existaient encore et étaient appliquées et contrôlées, la nature ne serait pas dans cet état !

Tout dialogue est-il devenu impossible entre agriculteurs et écologistes ?

Nos fédérations travaillent tous les jours avec les agriculteurs sur les sujets agricoles. On siège ensemble dans différentes instances, comme les comités de gestion de l'eau. On réfléchit ensemble à des solutions pour une agriculture plus respectueuse de la nature. Nos associations travaillent avec les représentantes et représentants de l'agriculture de demain : l'agroécologie et l'agriculture biologique, qui démontrent que d'autres modèles rémunérateurs et non polluants sont possibles et peuvent se réaliser en lien étroit avec les populations locales. L'agriculture que soutiennent les syndicats agricoles qui nous attaquent aujourd'hui n'a pas d'avenir, et casser le thermomètre et occulter les réalités scientifiques en nous menaçant ne règlera pas leur problème, qui est avant toute chose un problème de modèle économique, et non de «normes environnementales».

Comment analysez-vous la haine qui monte contre les écologistes et les scientifiques ?

Certains construisent un discours de haine. On isole l'écologiste. On dit il n'est pas comme nous et on sous-entend qu'il faut le détruire, le supprimer et pour que nos problèmes de fin de mois se règlent. «*Foutez-nous la paix*», ont écrit les militants de la Coordination rurale sur nos locaux à Coutances. Ce ressort classique, le fait de désigner un bouc émissaire, est typique de discours illibéraux et antidémocratiques dans lesquels l'extrême droite s'épanouit. Ce type de discours est d'ailleurs repris aujourd'hui par des responsables politiques, qui déstructurent par là même la société, la solidarité et le respect de l'autre. Le comportement de ces syndicats agricoles productivistes est profondément irresponsable compte tenu du paysage politique actuel.